

« L'État d'Israël aujourd'hui n'est pas l'État du peuple juif, mais l'appareil d'un pouvoir violent sur un autre peuple. »

« La violence est devenue l'essence de l'État d'Israël. La violence est devenue, chez nous, monnaie courante. Et nous nous sommes habitués à vivre avec. »

Yeshayahou Leibowitz

Le courage de refuser*

Depuis sa création en 1948, l'État d'Israël a érigé son armée, Tsahal, abréviation de "Armée de Défense d'Israël" (en hébreu : *Tzva Hagana Le'Israel*), en pilier central de son identité nationale. Des nos jours l'armée israélienne compte environ 150 000 appelées, 40 000 militaires de carrière et 440 000 réservistes. Les militaires actifs représentent ainsi 20 % de la population adulte de l'État d'Israël.

Le service militaire est perçu comme un rite de passage incontournable, une preuve de loyauté envers la patrie. David Ben-Gourion, fondateur de l'État et son premier Premier ministre et ministre de la Défense, a déclaré dès 1948 : *« L'armée a des fonctions sociales et éducatives, et elle est un acteur central dans le processus de construction de la nation. »* Tsahal est considéré à la fois comme le "creuset de fusion" permettant l'assimilation sociale et comme le repère du consensus national, loin des clivages politiques et sociaux. C'est de là que vient l'expression répandue en Israël : *« Le peuple tout entier est l'armée. »*

Dans ce contexte, refuser de servir dans l'armée israélienne, c'est non seulement défier une institution sacralisée, mais c'est aussi remettre en question les fondements mêmes d'une société profondément militarisée. C'est se mettre en marge, refuser un rituel de passage qui fait de vous un.e Israélien.ne à part entière dans une audacieuse déclaration d'humanité.

Pourtant, chaque année quelques dizaines de jeunes Israélien.ne.s osent s'opposer à cette norme écrasante. Les *Refuzniks*, ces objecteurs de conscience qui osent dire non à Tsahal, incarnent une rupture dans cette mécanique bien huilée, une résistance courageuse face à un système qui glorifie la force militaire au détriment des valeurs humanistes. Leur refus n'est pas une simple objection : c'est un acte de défiance contre une machine de guerre qu'ils estiment oppressive et immorale.

En affirmant leur refus de participer à l'occupation, à la répression et à la colonisation des territoires palestiniens, les *Refuzniks* s'exposent à des peines de prison de plus en plus systématiques, à l'ostracisme social et à de nombreux obstacles professionnels. Ils persistent pourtant, par conviction morale et par refus d'une politique qui transforme la guerre en horizon indépassable, pour rappeler qu'une autre voie est possible, qu'un futur libéré du colonialisme et du militarisme peut être envisagé.

Le consensus militariste s'exprime dans une opposition trans-partisane et sans faille contre les *Refuzniks*. Car ils révèlent les contradictions internes de la société israélienne, en particulier dudit « camp de la paix » désigné à tort à l'étranger comme 'les pacifistes israéliens'. Le soutien à la

désobéissance marque donc, avec la reconnaissance du 'droit aux retour' des réfugiés palestiniens, la ligne de clivage entre la gauche sioniste et la gauche anti-coloniale.

Pour être une opposition légitime en Israël, il faut pouvoir montrer ses faits d'arme. Les gigantesques manifestations hebdomadaires qui eurent lieu en Israël en 2022 et 2023 contre la réforme du système juridique menée par le gouvernement Netanyahu ont été conduites par d'anciens hauts gradés de l'armée de réserve regroupés sous le nom de "Frères d'armes" (*Ahim La'Neshek*), puisant leur légitimité dans le fait d'avoir servi dans des unités combattantes.

Ainsi, peu de temps avant le 7 octobre 2023, un groupe de pilotes de chasse réservistes déclara qu'ils refuseraient de mener des opérations militaires pour Netanyahu et son gouvernement autoritaire d'extrême droite. Les "Frères d'arme" les rejoignirent et ensemble ils sommèrent le gouvernement de retirer sa réforme du système juridique, considérée comme une menace pour la démocratie israélienne. Mais à la suite de l'attaque menée par le Hamas, tous, sans exception, ont repris leurs bardas ou ont rejoint les cockpits de leurs avions de chasse pour mener la plus intense campagne de bombardements aériens contre des populations civiles de l'histoire de l'humanité.

Car les partisans de la gauche sioniste ont toujours soutenu les opérations militaires menées par les divers gouvernements – quitte à manifester leur opposition dès la fin des hostilités, selon la célèbre formule israélienne "D'abord on tire, puis on pleure". Ils n'acceptent pas qu'on veuille échapper à ses obligations militaires. Comme l'explique l'écrivain David Grossman figure de proue de la gauche sioniste : « *Je m'oppose au refus de servir l'armée, parce que j'ai le sentiment que la démocratie israélienne (ou ce qui en reste) est très fragile et instable. Contester ses lois la met en danger. Mais aussi parce que Tsahal n'est pas seulement une armée d'occupation, mais aussi l'armée de défense d'Israël.* »¹

Étrangement, les seuls qui appellent publiquement à refuser de rejoindre l'armée sont les rabbins ultra-orthodoxes qui, pour des raisons spirituelles et morales, mènent campagne contre l'enrôlement de leur communauté dans les rangs de l'armée. De la gauche sioniste aux religieux nationaux d'extrême droite, le même argument leur est opposé : tous les citoyens juifs d'Israël doivent prendre part au "partage du fardeau" (*Halukat Ha'netele*).

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, l'armée israélienne mène à Gaza une guerre d'une violence inouïe. Sous prétexte de représailles, elle frappe indistinctement civils, infrastructures, écoles, hôpitaux et réduit des camps des réfugiés et villes entières en cendres.

En Cisjordanie, la brutalité de l'armée (et des colons protégés par l'armée) force les habitants palestiniens des villages et des camps de réfugiés à fuir. La guerre n'est plus seulement une opération militaire, c'est une entreprise de destruction massive et de déshumanisation menée au nom d'une sécurité devenue justification à tous les crimes et bénéficiant du soutien de toute la société israélienne. Le nombre de morts palestiniens et les témoignages de crimes de guerre s'accumulent dans une indifférence glaçante, tandis que l'impunité d'Israël sur la scène internationale semble ne connaître aucune faille.

¹ « Le cas de la refuznik Tahir Kaminer » David Grossman, Haaretz, 15 juillet 2016 (en hébreu).

Dans un tel climat de vengeance consensuelle, le simple fait de refuser de porter les armes devient un geste révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement d'un acte de conscience individuelle, mais d'un cri politique, le refus d'être un bourreau dans une machine de guerre qui broie des vies.

Ce livre est un hommage aux quelques individus qui osent briser le cycle de la guerre. Il met en lumière les parcours de plusieurs *Refuzniks* dont les histoires illustrent la complexité et le courage inhérents à leur choix. Leurs récits offrent une perspective critique sur le militarisme israélien et posent des questions essentielles sur la moralité, l'identité nationale et les droits humains.

Il rappelle que, dans l'ombre de l'oppression, certains résistent encore, même s'ils sont peu nombreux, marginalisés, souvent seuls face à la machine militaire et à l'indifférence de leur propre société. Leurs témoignages réunis dans ce livre rappellent que, même dans les pires moments, une autre voie existe. Ils nous disent que la désobéissance est une forme de résistance et qu'il est possible de refuser de devenir un bourreau. Ces pages nous donnent à entendre leur voix trop souvent marginalisée et nous confrontent à la réalité d'un pays qui broie ses propres dissidents.

Les photographies de Martin Barzelai rassemblées dans cet ouvrage ne sont pas de simples images figées dans le temps. Elles sont des fragments de vérité, des témoignages d'un système où la violence et l'injustice façonnent des destins. Ces photographies sont des documents historiques et des appels à l'action. Elles rappellent que le véritable courage réside parfois dans la résistance aux normes établies, surtout lorsque ces normes perpétuent la violence et l'injustice. Elles nous invitent à examiner de près notre propre responsabilité en tant que spectateurs et citoyens.

Eyal Sivan, Marseille, Mars 2025

**Ha'ometz le sarev* (en hébreu) est une des quatre organisations anti-militaristes israéliennes qui accompagnent les jeunes appelé.e.s qui refusent de servir dans l'armée israélienne.